Parti Révolutionnaire
www.sitecommunistes.org
Communistes

27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : http://www.sitecommunistes.org
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org
https://x.com/PRCommunistes

12/11/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 305 du 12 novembre 2026.



On ne lâche rien : le 10 novembre des dizaines de milliers de jeunes manifestent à Paris et en Province

ÉDITO :

La conférence sociale était un attrape nigaud et dès lundi soir, sa seule fonction a éclaté au grand jour : créer les conditions pour diviser le puissant mouvement de lutte qui se développe dans le pays depuis déjà de nombreuses semaines. Le pouvoir et le patronat, nous le répétons sans cesse, a deux outils pour mener la lutte de classe : la violence exercée contre ceux qui revendiquent et la collaboration de classe pour détourner les travailleurs et la jeunesse de la lutte. Lundi le gouvernement n'a rien lâché et pourtant CFDT, CFTC, CFE-CGC et FO essayent de lui offrir une porte de sortie sur le dos des travailleurs et de la jeunesse. Pour autant, les raisons de la colère et la détermination qu'expriment les manifestations sont toujours là. Salaires, emploi, services publics sont le cœur du problème et l'intense pilonnage médiatique des *chiens de garde du capital* n'y changera rien, il faut répondre à ces justes revendications ! C'est pourquoi nous devons faire avancer la lutte vers une grève reconductible puissante construite sur les lieux de travail. Dans ce mouvement, nous devons aussi mettre en débat une question centrale : Est-il possible de s'en sortir sans s'attaquer à la domination du capital. Du point de vue de notre parti, il est illusoire de penser que l'on peut répondre durablement aux justes revendications en s'en tenant à une relance par la consommation sans attaquer les racines de la crise conséquences du mode d'exploitation capitaliste.

Sommaire :

Luttes

▪***10 novembre : on ne lâche rien !***
▪***Manifestations dans les Pays de la Loire***
▪***Plus de 2 500 manifestants à Montauban, avec de nombreux travailleurs en grève: la colère sociale s'organise!***
▪***5 novembre : violences policières à Toulouse***
▪***Tarn : un élève exclu pour avoir arboré un drapeau palestinien pendant le cross du collège***
▪***11 novembre au collège Jean Jaurès à Montauban : cérémonie républicaine ou mise en scène militaire ?***
▪***Les salariés de Bolloré à Ergué-Gabéric de nouveau en grève contre les 115 suppressions de postes chez Bluebus***
▪***Les agents de la protection judiciaire de la jeunesse en grève***
▪***Des journalistes matraqués par la police portent plainte***

▪*Secan (92) La mobilisation continue*
▪*Reprise d'Alpine Racing : le point de vue de la FTM-CGT*
▪*Refuser l'absorption de l'IRD au sein du CNRS*
▪*Fleury-Michon : contre la répression*
▪*Tours : les salariés de l'APAJH en grève contre les conditions de travail difficiles.*
▪*Imperator à Nîmes : des salaires impayés !*
▪*Sarthe : pour un maire PS : l'ennemi judéo-Bolchévique des années 30 est devenu l'islamo-Bolchévique*
▪*Sarthe : la mobilisation continue*
▪*Fougères, les salariés de la laiterie Armor protéines en grève*
▪*Les salariés de l'usine de briques Terreal ont arrêté le travail*
▪*Salariés de la clinique FSEF de Sablé-sur-Sarthe en grève*
▪*Bus à Tarbes : les conducteurs de Keolis débrayent*
▪*Des perturbations dans les transports en commun orléanais*
▪*Région Hauts-de-France, importantes perturbations dans les transports scolaires et interurbains*
▪*Le dialogue est "restauré" entre salariés et direction de Bosch à Vendôme*▪*L'AP-HP, les infirmiers de bloc opératoire IBODE appelés à une grève illimitée :*
▪*Après plus d'une semaine, les salariés lèvent la grève en Maine-et-Loire*

Dossiers ; Économie
▪*Statistiques de l'OCDE sur la recherche d'emploi*
▪*CNRS : la direction, en bon élève, met en place la politique d'austérité du pouvoir*
▪*Nucléaire : non au financement par le livret A*
▪*Une personne sur deux en France déclare éprouver des difficultés à vivre dignement*
▪*Retraites comme dit le proverbe « Mieux vaut tenir que courir »*
▪*Politique de l'offre : 929 milliards d'euros de pertes de recettes entre 2018 et 2025*

International ; Solidarité internationaliste
▪*Espagne : grève générale le 11 novembre*
▪*Allemagne action dans la métallurgie et l'électronique*
▪*Pas un vol pour alimenter la machine de guerre du colonialisme en Palestine*
▪*L'entreprise BMW veut garantir ses marges et entend licencier 8.000 salariés*
▪*Grève à la SGDE (Société guyanaise des eaux)*

Luttes

10 novembre : on ne lâche rien !

L'intersyndicale CGT, FSU, FO, Solidaires, Union syndicale lycéenne, Unef, Union étudiante, Fage et FSE avait appelé à une nouvelle journée de mobilisation le mardi 10 novembre. A Paris quelque 10.000 manifestants rassemblés au Panthéon ont défilé jusqu'à la Place d'Italie. Ils étaient 3.500 à Toulouse, 1.000 à Saint Étienne, 1.500 à Clermont Ferrand, 2.000 à Bordeaux, plus de 1.000 à Marseille, 1.000 à Tours...Après plusieurs semaines la résolution est la même : le gouvernement ne doit pas tergiverser, il doit répondre aux revendications exprimées par les lycéens, les étudiants et les personnels de l'enseignement et de la recherche. On ne lâche rien !
Correspondances militantes

Manifestations dans les Pays de la Loire

Très suivies avec une forte participation des salariés des entreprises publiques et du privé, des retraités, des lycéens et des étudiants : Nantes 35.000, Angers 15.000, 7.000 à Saint-Nazaire et 4.000 à La Roche-sur-Yon. Le taux de grévistes SNCF atteint 81 % sur l'axe Pays de la Loire.
A Nantes le cortège a défilé dans le calme. La situation a dégénéré quand arrivé à proximité du CHU de Nantes, la manifestation a été bloquée et que les premières grenades lacrymogènes ont été tirées au milieu des manifestants, après de premiers heurts avec « les forces de l'ordre », le préfet a appelé à une évacuation "sans délai" des lieux.
La dispersion s'est faite en utilisant un dispositif répressif très lourd : tirs de gaz lacrymogène, canons à eau, véhicules blindés Centaure de la gendarmerie et de policiers à moto fonçant directement vers la foule.
Correspondance militante

Plus de 2 500 manifestants à Montauban, avec de nombreux travailleurs en grève : la colère sociale s'organise!

Le jeudi 5 novembre, plus de 2 500 personnes ont manifesté à Montauban, avec de nombreux salariés en grève et des étudiant·es mobilisés. Une réussite témoignant d'une colère profonde face à l'explosion des profits, aux inégalités et à la dégradation des conditions de vie.
Dans les entreprises, les administrations et les services publics, la grève a démontré une nouvelle fois une réalité incontournable : sans le travail des salariés, rien ne fonctionne !
L'UD CGT 82 dénonce les entraves au droit de manifester imposées par le préfet à Montauban, ainsi que la répression policière à Toulouse, ayant fait plusieurs blessés parmi les manifestants et les militants syndicaux.
Dans les entreprises, les intimidations, les sanctions et les menaces de licenciement se multiplient également contre celles et ceux qui osent s'organiser et défendre leurs droits.
Derrière cette répression, une même logique : protéger les intérêts du capital et faire taire les travailleurs.
Pourtant, ce sont bien celles et ceux produisant les richesses qui subissent les bas salaires, la précarité et la dégradation des services publics, pendant qu'une minorité accumule toujours plus de profits.
Les droits sociaux ne sont jamais des cadeaux : ils sont le résultat des luttes et des grèves.
L'UD CGT 82 appelle à amplifier la mobilisation pour les salaires, les libertés syndicales, le 100 % Sécurité sociale, les services publics et la nationalisation des secteurs stratégiques.
Ni les interdictions, ni les intimidations, ni la répression ne feront reculer notre détermination.
Ceux qui créent les richesses ont le pouvoir de changer la société. Ensemble, faisons-le vivre !
Correspondance militante

Violence policière à Toulouse

Les violences policières sont bien documentées. La répression est un des aspects choisi par le pouvoir pour briser le mouvement populaire de lutte. Il ne s'agit pas de bavures mais bien d'un choix politique assumé. Nous publions dans ce numéro du Recosoc la vidéo envoyée par des camarades illustrant l'agression contre la manifestation de Toulouse le 5 novembre.
https://youtube.com/shorts/ezbRooYLB3Q?si=K7CZiFj4P8Cx4fke

Tarn : un élève exclu pour avoir arboré un drapeau palestinien pendant le cross du collège



Le congrès de l'AFPS, réuni le week-end du 7 et 8 novembre, a exprimé sa profonde indignation face aux mesures disciplinaires prises à l'encontre d'un collégien du collège de Cordes-sur-Ciel, dans le Tarn.
Son tort ? Avoir participé au cross de son établissement vêtu d'un tee-shirt aux couleurs de la Palestine et muni d'un drapeau palestinien, affirmant ainsi son attachement à son histoire, à sa culture et à son identité.
En réponse à ce geste, la direction du collège a fait intervenir la gendarmerie, une démarche totalement disproportionnée au regard de la situation. Ce jeune élève, scolarisé en classe de 5e, a été exclu une semaine et doit comparaître devant un conseil de discipline. Il risque désormais une exclusion définitive. Trois autres élèves, portant le même tee-shirt et ayant couru à ses côtés, ont également été exclus deux jours.
L'AFPS dénonce ces sanctions et ces méthodes, qui soulèvent de graves questions quant au respect de la liberté d'expression, de la diversité culturelle et du droit des jeunes à exprimer leur identité.
Tous les sportifs et sportives, lors des compétitions, peuvent porter des tee-shirts et des couleurs témoignant de leur appartenance à une nation, à une culture ou à une histoire.
Refuser à cet enfant ce droit au motif qu'il exprime son identité palestinienne est profondément injuste, stigmatisant et discriminatoire. Nous considérons que cette sanction constitue un acte à caractère raciste, que nous condamnons avec la plus grande fermeté.
L'identité palestinienne n'est pas un délit La solidarité avec le peuple palestinien, état reconnu par la France, ne peut pas être une faute !
Les parent.es d'élèves, avec les ami.es, ont appelé à se rassembler le lundi 9 novembre à 8h devant l'établissement afin de contester ces méthodes et ces mesures, pour soutenir ce jeune et sa famille, et affirmer leur

soutien au peuple Palestinien luttant contre l'invasion de leur pays et le génocide, avec le slogan : Soyons nombreux, soyons solidaires. ET VIVE LA PALESTINE LIBRE ET SES ENFANTS !
Correspondance militante

11 novembre au collège Jean Jaurès à Montauban : cérémonie républicaine ou mise en scène militaire ?

Il y a plusieurs semaines, le ministre de l'Éducation nationale annonçait l'organisation de cérémonies du 11 novembre dans tous les établissements scolaires.
A Montauban, le collège Jean-Jaurès a été choisi pour inaugurer les cérémonies officielles, en présence du DASEN, du préfet, du 17e RGP classe défense oblige et de conseillers municipaux d'extrême droite.
Au programme : Marseillaise chantée par les élèves et leurs enseignants dans la cour, levée du drapeau par les militaires du 17e RGP, dépôt d'une gerbe par un élève. Le tout dans un cadre où la participation semble davantage relever de l'obligation que du choix.
Pendant les vacances, les militaires ont même installé un mât pour l'occasion. Des barnums ont également été dressés en nombre pour abriter ces messieurs car, visiblement, la représentation officielle est exclusivement masculine. Espérons tout de même que l'orage gronde et le vent vienne perturber cette belle mise en scène !
Mais ce qui semble surtout déranger la direction du collège, ce n'est pas le caractère imposé de la cérémonie, mais que des enseignants aient informé les parents et les organisations syndicales, avant sa communication officielle. Des professeurs qualifiés « d'inconséquents » pour avoir simplement fait circuler une information concernant pourtant toute la communauté éducative.
Provocation ou désert culturel ?
Face à cette instrumentalisation de l'école et à cette conception très particulière des valeurs républicaines, des camarades et collègues du collège ont décidé de se mettre en grève le 11 novembre.
Car célébrer la République ne consiste pas à imposer une cérémonie militarisée aux élèves et aux personnels. La mémoire du 11 novembre mérite mieux qu'une simple mise en scène officielle. Elle mérite réflexion, transmission et esprit critique.
La grève des enseignants de Jean-Jaurès sera une première réponse. Nous espérons qu'elle trouvera un écho dans les autres établissements tout au long de la semaine.
L'école doit rester un lieu d'émancipation, de réflexion et de transmission des valeurs de paix, pas un décor pour des démonstrations d'autorité. L'école doit former des citoyens libres et éclairés, et non à servir de vitrine à une mise en scène militarisée.
Correspondance militante

Les salariés de Bolloré à Ergué-Gabéric de nouveau en grève contre les 115 suppressions de postes chez Bluebus.

Les salariés des filiales Bluebus et Blue Solutions du groupe Bolloré se sont mis en grève une nouvelle fois le jeudi 6 novembre. Ils s'étaient déjà mobilisés après l'annonce, le 15 octobre dernier, de l'arrêt de la production de bus à l'usine implantée à Ergué-Gabéric, près de Quimper.
Le groupe Bolloré prévoit la suppression de 115 emplois avec *"une reprise partielle d'actifs"* à l'étude *"avec un acteur industriel européen"*.

Les agents de la protection judiciaire de la jeunesse en grève

Les agents de la protection judiciaire de la jeunesse on fait grève le vendredi 6 novembre, à l'appel de la CGT pour une *journée noire*. Ces agents prennent notamment en charge les mineurs arrêtés puis déférés au tribunal (plus de 6.700 mineurs placés en garde à vue depuis le début du mouvement lycéen) et ils se disent épuisés. Il s'agit de psychologues, d'infirmiers ou encore d'éducateurs comme Ketsia Paquemar, également membre de la CGT PJJ Île-de-France à Bobigny. Ses missions consistent à rencontrer les jeunes à la sortie de garde à vue mais aussi leur famille.

Des journalistes matraqués par la police portent plainte

Les journalistes Céline Martelet et Cerise Sudry-le Dû ont été tabassées à coups de matraque par la police alors qu'elles s'apprêtaient à quitter la manifestation du 5 novembre, place de la Nation. Une plainte va être déposée. Le journal canadien *La presse* consacre un long article[1] au sujet sous le titre *«les plaintes de journalistes se multiplient »*, notant le caractère systémique des agressions policières contre les journalistes lors des manifestations.

Secan (92) La mobilisation continue

Depuis le 28 octobre, les salariés sont en grève pour défendre leur emploi, leurs droits et l'avenir industriel. Après la reprise par Frégate, les raisons de se mobiliser restent entières.

Le jugement du 30 octobre a retenu Frégate : 161 salariés repris sur 188, et 27 postes non repris. Le groupe a pris possession du site le 2 novembre. Derrière cette reprise, un montage en trois sociétés et des annonces de transfert d'activité font peser de lourdes inquiétudes sur le site de Gennevilliers et sur le devenir des salariés.
Le retour annoncé au seul socle de la métallurgie et la remise en cause du paiement des pauses menacent les acquis. Les droits des non-repris restent un enjeu majeur.

Reprise d'Alpine Racing : le point de vue de la FTM-CGT
L'annonce de la reprise d'Alpine Racing à Viry-Châtillon par le groupe Dumarey, après le désengagement de Renault, nous interpelle fortement. Cette reprise soulève de sérieuses inquiétudes[2].
Depuis les années 2010, le Groupe Dumarey multiplie les reprises d'entreprises très souvent sans que les projets industriels annoncés se concrétisent durablement. En 2013, Still à Montataire et Juy à Crépy-en-Valois ont fermé après leur reprise. A Montataire, l'activité industrielle n'a même pas redémarré. D'autres opérations ont également soulevé des interrogations sur le devenir des sites et de leur patrimoine immobilier.
Dans un courrier au Ministre Sebastien MARTIN, la FTM-CGT a tenu à l'interpeller de toute urgence au sujet de la situation critique du site d'Alpine Racing à Viry-Châtillon. L'annonce du désengagement du Groupe Renault au profit d'un projet de reprise par le groupe Dumarey suscite de profondes et légitimes inquiétudes parmi les salariés et au sein de notre organisation syndicale.

Refuser l'absorption de l'IRD au sein du CNRS
Une pétition lancée par le secrétaire de la section IRD du SNTRS-CGT proteste contre l'absorption de l'IRD par le CNRS et en développe les raisons[3].
L'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) est un Établissement Public à caractère Scientifique et Technologique (EPST) reconnu pour ses contributions significatives à l'avancement de la recherche scientifique et au développement à l'échelle mondiale. Depuis des décennies, l'IRD mène avec succès des projets de recherche indépendants et innovants, élaborant des solutions durables pour les défis mondiaux dans des domaines cruciaux : la santé, l'environnement, l'agriculture et les sciences sociales.
Récemment, une proposition a été faite pour intégrer l'IRD au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). Cette proposition a soulevé des inquiétudes parmi les membres de la communauté scientifique et les partenaires de l'IRD. L'intégration de l'IRD au CNRS risque de diluer sa mission unique et de centraliser la recherche en limitant la diversité des approches scientifiques.
L'IRD a toujours bénéficié de son statut d'indépendance lui permettant de collaborer efficacement avec des partenaires dans le monde entier, de répondre rapidement aux besoins locaux et de s'adapter aux contextes socio culturels divers. La structure actuelle garantit une flexibilité et une réactivité nécessaires à la poursuite de ses objectifs qui, autrement, pourraient être entravées par une intégration au CNRS.
Nous, signataires de cette pétition, demandons que l'IRD conserve son autonomie actuelle. Il est crucial pour l'avenir de la recherche mondiale et pour la France de maintenir la diversité et l'indépendance des institutions scientifiques innovant et apportant des solutions aux défis globaux.

Fleury-Michon : contre la répression
Le camarade Anthony a été sanctionné pendant l'exercice de son droit de grève. Accompagné de la CGT, il conteste sa sanction devant le conseil des Prud'hommes de La Roche sur Yon. Une manifestation a été organisée le 10 novembre en soutien à notre camarade, devant le conseil des Prudhommes de La Roche Sur Yon. Le délibéré sera donné fin janvier.
Correspondance militante

Tours : les salariés de l'apajh en grève contre les conditions de travail
des dizaines de salariés de l'Apajh, l'Association pour adultes et jeunes handicapés, ont fait grève le 10 novembre 2026, à Tours, devant le siège départemental. Ils dénoncent des conditions de travail qui se détériorent, impactant directement la qualité des soins proposés.

Imperator à Nîmes : des salaires impayés et la lutte continue !
Après plus de 50 jours la lutte continue. Le 5 novembre, les femmes de chambre de l'hôtel Imperator ouvraient la manifestation de 3.500 personnes à Nîmes. La solidarité ne faiblit pas et la CGT accuse la direction de ne pas avoir payé quatre saisonnières, dont le contrat s'est terminé le 31 octobre dernier.

Sarthe : pour un maire PS : l'ennemi judéo-Bolchévique des années 30 est devenu l'islamo-Bolchévique
En Sarthe, le maire PS de Coulaines, près du Mans, Christophe Rouillon nous affirme : « On a une stratégie du bazar de l'extrême gauche trotskiste néo-léniniste et marxiste alliée aux fréristes musulmans et puis aux réseaux

mafieux qui sont là pour détruire la République ». Au parti socialiste, l'ennemi judéo-Bolchévique des années 30 est devenu l'islamo-Bolchévique.
C'est dans ce contexte politique que les Lycéens du Mans se sont mobilisés. Au Lycée Bellevue, l'administration s'est illustrée par la violence de sa réaction. Intimidations, prise en photo de lycéens mineurs afin de les identifier, intervention de la police, refus de justification d'absence par les parents, menace de sanctions, tout est déployé pour intimider toute mobilisation. Des élèves mobilisés, reconnus, se voient retirer leur admission à des programmes Erasmus du jour au lendemain.
La proviseure a fermé l'établissement et décide que les cours se feront dorénavant à distance, par Internet. Elle en a profité également pour suspendre 17 élèves du lycée tout en leur interdisant de participer au cours en distanciel.
Une intersyndicale CGT éducation, FSU et SUD s'est réunie dans l'établissement dénonçant la fermeture administrative de l'établissement. Les parents d'élèves se sont réunis également afin de protéger leurs enfants de cette répression tous azimuts. La résistance s'organise mais la lutte est âpre.
Cette violence de la part de la classe dominante à l'égard des lycéens n'est pas isolée. On vient d'apprendre également qu'à Brest, les trombinoscopes de trois lycées de Brest en Bretagne ont été réquisitionnés par la police, soit les photos de 4 500 élèves !
Correspondance militante

Sarthe: la mobilisation continue
La mobilisation continue. A Yoplait, un cortège impressionnant de salariés CGT ont manifesté le 5 avec leurs camarades des MMA, de NTN et beaucoup d'autres entreprises. La fonction publique était là aussi. Le gouvernement mobilise l'ensemble des salariés contre lui. Notre parti Révolutionnaire Communistes participe pleinement à la lutte et soutient toutes les mobilisations en cours.
Correspondance militante

Fougères, les salariés de la laiterie Armor protéines en grève
Les salariés de la production d'Armor protéines, une laiterie installée à Maen Roch, 300 salariés, dans le pays de Fougères (Ille-et-Vilaine), ont débrayé lundi 9 novembre 2026 manifestant devant l'usine. Dès 4 h du matin, le secteur de la production a été mis à l'arrêt, dans cette usine où arrive chaque jour près d'un million de litres de lait, récoltés sur le territoire. Les salariés se sont installés devant l'entrée de l'entreprise. Les grévistes dénoncent une surcharge de travail, un manque de dialogue et des difficultés liées au management. Ils pointent également des contraintes supplémentaires s'accumulant depuis plusieurs années sans contrepartie. L'entreprise dispose de six autres sites dans le Grand Ouest. Ils sont situés à Loudéac, Pontmain, Saint-Hilaire-du-Harcouët, Surgères, Champdeniers et Condé-sur-Vire. La holding, Savencia Fromage & Dairy, maison mère a réalisé un chiffre d'affaires de 6,96 milliards d'euros en 2025.

Les salariés de l'usine de briques Terreal ont arrêté le travail
La colère des salariés de l'usine de briques Terréal, à Colomiers, en Haute-Garonne a contraint la direction à un bras de fer. Ces hommes et ces femmes réclament une hausse des salaires. Ce débrayage a entraîné un arrêt total de la production et du service client sur ce site d'environ 130 employés tous en grève, la direction a concédé une première augmentation salariale applicable dès novembre ou décembre 2026, suivie d'une autre mesure envisagée au premier trimestre 2027. Dans cette même ville un autre conflit social majeur touche également en parallèle l'autre briqueterie historique de la commune, Bouyer Leroux, où les salariés se mobilisent contre un plan social prévoyant la suppression de 43 postes sur 55.

Salariés de la clinique FSEF de Sablé-sur-Sarthe en grève
«On nous supprime trois mois de salaire par an» à Sablé-sur-Sarthe, les salariés de la clinique FSEF étaient en grève. Ils ont manifesté leur ras-le-bol.
Dans le cadre d'un mouvement national, les salariés des 13 établissements de la Fondation Santé des étudiants de France (FSEF) étaient en grève le jeudi 5 novembre 2026. A la clinique de Sablé-sur-Sarthe, plus de la moitié de l'effectif s'est rassemblée sur le parvis de l'établissement. Cette grève fait suite à l'arrêt des négociations entre la direction et les syndicats, datant de mai 2026. *« Si on ne se bouge pas, la situation va s'enliser et durer »*.
Parmi les demandes des salariés : une hausse significative des salaires. *« L'UNIOPSS, l'UDESS et SYNDEX ont réalisé une enquête démontrant que les salariés du secteur sanitaire, social et médico-social du FSEF ont perdu l'équivalent de trois mois de salaire de pouvoir d'achat sur ces quinze dernières années »,* explique la déléguée syndicale CFDT. Pour toute réponse : une prime transport de 20 €, et encore, tout le monde n'y a pas eu droit.
A l'échelle nationale, l'intersyndicale (FSEF Sud, CGT, FO et CFDT) demande également le recrutement de personnel pour soulager les effectifs et des améliorations nettes des conditions de travail.

Bus à Tarbes : les conducteurs de Keolis débrayent

Les syndicats dénoncent l'absence d'avancées concrètes depuis le mouvement d'octobre et demandent des mesures sur plusieurs fronts :

▪une revalorisation générale des salaires dans le cadre du mouvement social de l'automne.

▪une augmentation des temps de service, une simplification des lignes et l'adaptation de l'accessibilité des arrêts de bus.

▪la suppression de certains ralentisseurs et l'installation de points d'eau et de sanitaires à tous les terminus.

Les organisations syndicales préviennent : la contestation est appelée à se poursuivre faute d'avancées rapides.

Des perturbations dans les transports en commun orléanais

Les organisations syndicales réclament une revalorisation générale des rémunérations et des primes face à la hausse continue du coût de la vie. Les salariés dénoncent l'intensification du travail, des plannings de plus en plus tendus et demandent de meilleurs aménagements pour assurer le service au quotidien. La garantie de la sécurité des chauffeurs face aux incidents sur le réseau et une meilleure considération de la part de la direction font partie des points centraux de la contestation.

Région Hauts-de-France, importantes perturbations dans les transports scolaires et interurbains

Dans le Pas-de-Calais un mouvement social a touché plusieurs lignes à Lille : *« Ça fait longtemps qu'on n'a pas vu ça ».* Les transports scolaires vont rester perturbés dans le Pas-de-Calais.

Le dialogue est "restauré" entre salariés et direction de Bosch à Vendôme

Sous l'égide de la préfecture, direction et syndicats ont renoué le contact après des jours de tension à Vendôme. Mais si les discussions sont ouvertes, la sortie de crise n'est pas encore assurée pour le site industriel, où le blocage persiste. « *C'est une très bonne chose d'avoir retrouvé le dialogue »*, commentait le 5 novembre un membre de l'intersyndicale CFDT, CGT, CFE-CGC, devant l'usine Bosch de Vendôme, en grève depuis le 27 octobre mais les positions restent éloignées sur le fond. Bosch maintient sa volonté de céder l'usine, tandis que les salariés souhaitent l'arrêt du processus de vente ou des garanties solides sur la pérennité du projet industriel. La direction attend une visibilité sur les volumes de commandes avec Stellantis en novembre et a proposé d'allonger d'un an les garanties sociales précédemment négociées en échange de la levée immédiate du barrage filtrant des camions. Dès jeudi soir les grévistes de l'équipe du soir ont rejeté cette offre à l'unanimité lors d'une consultation menée par l'intersyndicale devant l'usine.

L'AP-HP, les infirmiers de bloc opératoire IBODE appelés à une grève illimitée :

Manque d'effectifs, surcharge de travail, salaires peu attractifs, les infirmiers de bloc opératoire alertent sur leurs conditions d'exercice. Un préavis de grève illimité a été déposé par le syndicat Sud Santé à partir du jeudi 12 novembre à l'APHP.

"*On a atteint un niveau de souffrance et de fatigue inédit*". La situation à l'APHP n'est plus tenable : astreintes de nuit plus fréquentes, surcharge de travail, les infirmiers mobilisés dénoncent des conditions de travail dégradées en raison d'effectifs insuffisants. Une pénurie d'infirmiers de bloc opératoire toucherait plusieurs hôpitaux de l'AP-HP, exemple un effectif réduit de moitié à Necker, 5 infirmiers pour faire tourner le bloc de neurochirurgie de Lariboisière au lieu de 13. Le manque d'infirmiers de bloc opératoire s'explique en partie par un déficit d'attractivité du métier, lié à une rémunération jugée insuffisante au regard des responsabilités exercées et du niveau de formation requis 2 ans ajoutés aux 3 ans IDE. Après deux années de spécialisation, ces infirmiers réclament aujourd'hui une revalorisation salariale. "*Nous sommes à bac +5 et nous voudrions être traités à égalité avec nos collègues infirmiers anesthésistes, qui sont mieux rémunérés*", déclare le collectif Inter-Blocs.

Après plus d'une semaine, les salariés lèvent la grève en Maine-et-Loire

Des salariés de l'entreprise ID Logistics à Cholet (Maine-et-Loire) en grève depuis jeudi 29 octobre. Les grévistes dénonçaient un climat de travail fortement dégradé. Les plaintes portaient principalement sur un «management par la pression», de l'autoritarisme, des propos jugés humiliants ainsi que des sanctions disciplinaires abusives et des mises à pied infondées et les questions salariales. Ce hub logistique approvisionnant notamment le géant de la restauration Metro.

Dossiers ; Économie

Statistiques de l'OCDE sur la recherche d'emploi[4]

Selon un rapport international de Visual Capitalist[5], basé sur les statistiques de l'OCDE de 2025, les personnes sans emploi en Afrique du Sud, en Slovaquie, en Grèce et en Italie ont déjà passé en moyenne plus d'un an à chercher du travail. L'étude, portant sur 42 pays, révèle d'importantes disparités dans la durée de recherche d'emploi. Après les quatre pays où les délais de recherche sont les plus longs, on trouve la Bulgarie (9,3 mois), la Croatie (8 mois), la Lituanie (7,9 mois) et la Roumanie (7,8 mois). En bas du classement figurent le Mexique (1,2 mois), les États-Unis (2,2 mois) et le Canada (2,4 mois). La Suède enregistre 3,5 mois, tandis que les chiffres correspondants sont de 5,3 mois pour l'Allemagne et de 4,2 mois pour la France. La médiane des valeurs relevées dans les 42 pays est d'environ 4,7 mois. Cependant, ces statistiques nécessitent une précision importante : elles mesurent la durée de recherche d'emploi des personnes toujours sans emploi, et non le temps nécessaire à un demandeur d'emploi pour en trouver un. Ce chiffre ne reflète pas non plus la proportion de chômeurs dans la population. Un pays connaissant de courtes périodes de chômage n'offre pas nécessairement de meilleurs salaires, une plus grande sécurité d'emploi ou une meilleure situation des travailleurs qu'un pays où le chômage est plus long. Ces différences s'expliquent par plusieurs facteurs matériels. La composition de l'industrie, la répartition géographique des investissements, le système éducatif, la demande de main-d'œuvre et les institutions du marché du travail influent sur les possibilités de trouver un emploi. Dans les régions où de grandes industries ont fermé leurs portes, des travailleurs expérimentés peuvent se retrouver au chômage, faute de production adéquate. Sur d'autres marchés du travail, l'emploi peut être plus abondant, mais aussi plus précaire et de plus courte durée. Un fort taux de rotation du personnel n'est donc pas forcément synonyme de meilleure sécurité économique pour les travailleurs. D'un point de vue marxiste, le chômage est particulièrement significatif car il affecte bien plus que les chômeurs eux-mêmes. L'armée de réserve industrielle, décrite par Marx, influe également sur les conditions de travail des personnes qui conservent leur emploi. Lorsque les employeurs ont accès à un grand nombre de demandeurs d'emploi, il peut être plus facile de limiter les salaires, de dégrader les conditions de travail ou de remplacer les travailleurs réfractaires au changement. Dans le même temps, les chômeurs de longue durée peuvent être contraints d'accepter des conditions de travail moins favorables afin de retrouver un revenu. Cela ne signifie pas pour autant que chaque chômeur exerce automatiquement la même pression sur le marché du travail. Les compétences professionnelles, les disparités régionales et l'accès aux allocations chômage jouent également un rôle. Mais un déséquilibre durable entre la main-d'œuvre disponible et l'offre d'emploi crée une incertitude économique dépassant largement le cadre des statistiques officielles du chômage. Ces statistiques révèlent ainsi une contradiction dans une économie où les moyens de subsistance dépendent principalement de la capacité à vendre sa force de travail. La société peut avoir d'importants besoins en logements, soins de santé, infrastructures et autres biens, tandis que des personnes aptes au travail restent sans emploi. L'existence de ces besoins ne suffit pas à créer des emplois. La production doit également être finançable et, dans une économie capitaliste, répondre aux exigences de rentabilité des entreprises. Le chômage n'est donc pas seulement un problème pour les agences pour l'emploi, mais il est lié à l'orientation de la production et au contrôle des investissements.

CNRS : la direction, en bon élève, met en place la politique d'austérité du pouvoir

Dans une note, la direction du CNRS donne le ton : " *Afin de rétablir sa situation financière, en accord avec ses tutelles, le CNRS s'engage à mettre en place un plan pluriannuel de retour à l'équilibre budgétaire* ". S'ensuit des nouvelles toutes plus alarmantes les unes que les autres : prolongation du gel des CDD, gel d'une partie des crédits de la dotation de base des laboratoires, diminutions des dépenses de missions et colloques sur subvention d'état,

Autre point " *une diminution des effectifs sera indispensable, en articulant de façon cohérente les effectifs des personnels chercheurs et des personnels d'appui et de soutien* " !

Et en fin de cette note : " u*n plan de redressement budgétaire pluriannuel du CNRS sera piloté de façon tripartite par le CNRS, le ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et le ministère du budget* ".

Un "*pilotage tripartite*" n'est autre qu'une mise sous surveillance, voire sous tutelle, et est opérée par le gouvernement.

Nucléaire : non au financement par le livret A

Dans un communiqué[6], la FNME-CGT s'indurge contre le projet figurant au PLF (projet de loi de finance 2027) prévoyant le financement à 60 % pour la constrution des EPR2 par le livret A. Pour la fédération de l'énergie, il s'agit d'un détournement de l'épargne populaire dont la vocation est de financer le logement social. De fait, après les augmentations des tarifs et la distribution de 100 milliards aux actionnaires, l'ont fait, à nouveau les poches aux travailleurs en sacrifiant le logement social quand 2,9 millions de foyers sont mal logés ou à la rue.

Une personne sur deux en France déclare éprouver des difficultés à vivre dignement

Le Pacte du pouvoir de vivre et la Fondation Jean-Jaurès publient leur premier Baromètre *du pouvoir de vivre*[7], réalisé à partir des données statistiques disponibles et une enquête Ipsos-bva menée auprès de 12 000 personnes.

Cette étude révèle une réalité préoccupante : un Français sur deux estime avoir des difficultés à vivre dignement, 35% disent ne pouvoir compter sur suffisamment de personnes en cas de coup dur, 59 % des répondants s'inquiètent du prix de l'énergie pour les prochaines années.
Au delà du constat confirmant toutes les données connues sur la question, il est indispensable de s'interroger sur les causes profondes de cette situation : bas salaires, conditions de travail, chômage, précarité… ne tombent pas du ciel mais sont bien les conséquences du mode d'exploitation capitaliste du travail salarié. Éviter cette question comme le font tous les partis politiques représentés au Parlement et leurs candidats à l'élection présidentielle revient à laisser le champ libre à l'exploitation capitaliste. C'est pourquoi notre parti révolutionnaire Communistes a pour objectif l'abolition de ce système en s'appuyant sur la lutte de classe.

Retraites comme dit le proverbe « Mieux vaut tenir que courir »
De nombreux salariés profitent du report à janvier 2028 du recul de l'âge légal de départ à 64 ans : l'Assurance retraite estime qu'elle aura traité 905.000 dossiers de départ fin 2026, soit 70.000 de plus qu'en 2025, indique son directeur général dans un entretien aux *Échos*. Les départs à la retraite en France ont bondi de près de 10 % en 2026**.** Cette hausse soudaine s'explique directement par la suspension partielle de la réforme des retraites de 2023 entrée en vigueur le 1er septembre 2026. Le maintien de cette suspension fait l'objet de nouvelles attaques budgétaires à l'automne 2026. Le Sénat examine des propositions visant à rétablir le calendrier initial de la réforme.
Autre succès : la retraite progressive :
Les services s'attendaient moins au *«succès extrêmement fort»* de la retraite progressive: l'Assurance retraite a enregistré 66 816 bénéficiaires (contre 45 948 fin décembre 2025 et 34 798 fin juin 2025), soit une hausse de 92 % sur un an. Malgré ce bond, le dispositif reste utilisé par moins d'un retraité sur 200 (0,45 % des plus de 15 millions de retraités du régime général). D'après le panorama annuel de la DREES (édition octobre 2026), 68 % des bénéficiaires sont des femmes. La retraite progressive permet, à partir de 60 ans et 150 trimestres cotisés, de travailler à temps partiel, tout en bénéficiant d'une partie de sa pension de retraite, au prorata du temps non travaillé. Longtemps resté marginal, les employeurs s'opposaient à cette demande de retraite progressive du salarié, aujourd'hui ils « encouragent » ce mode de retraite réduisant ainsi leur masse salariale.

Politique de l'offre : 929 milliards d'euros de pertes de recettes entre 2018 et 2025
En plein débat budgétaire, un texte jette un pavé dans la mare en faisant la lumière sur les colossales pertes de l'État, publié dans *« La Tribune »* du 6 novembre et signé Gabriel Gaspard, spécialiste en économie financière, celui-ci évalue à 929 milliards d'euros les pertes de recettes entre 2018 et 2025, imputables aux allègements fiscaux. Les *« 929 milliards d'euros »* correspondent, écrit-il, *« aux principales pertes de recettes identifiées »* et constituent *« une estimation minimale du coût des choix fiscaux réalisés depuis 2018 »*. Ce manque à gagner résulte principalement des allègements d'impôts sur les sociétés, de la fiscalité du capital et de la suppression de certaines taxes décidés sous la présidence d'Emmanuel Macron.
Dans le même temps, la dette publique serait passée de *« 2 218,4 milliards d'euros »* en 2018 à *« 3 460,5 milliards d'euros »* en 2025, soit *« 1 242,1 milliards d'euros »* supplémentaires.
La France consacre chaque année entre 88 et 100 milliards d'euros aux niches fiscales et entre 108 et 270 milliards d'euros aux aides publiques aux entreprises illustrant l'ampleur des ressources publiques mobilisées sans évaluation systématique de leur efficacité. **La suppression de l'ISF et l'instauration du PFU (12 milliards d'euros/an)**. les plus riches ne sont plus taxés qu'à 30% sur dividendes et plus values, contre 45% auparavant. **La suppression de la taxe d'habitation (18,7 milliards d'euros/an)** a représenté une perte de recettes pour les collectivités. Son impact dépasse le seul chiffre budgétaire: elle a profondément modifié l'équilibre de la fiscalité locale. Cette réforme, confirme la Cour des comptes, a réduit l'autonomie fiscale des collectivités et renforcé leur dépendance aux décisions budgétaires de l'État.
Baisse des impôts des sociétés (30 milliards d'euros/an). Entre 2018 et 2022, le taux de l'impôt sur les sociétés (IS) est passé de 33,3% à 25%. une des réformes fiscales les plus coûteuses. L'Insee confirme: le taux d'imposition des entreprises est passé de 20,7 % en 2016 à 17,5 % en 2022.
Suppression progressive de la CVAE (8 milliards d'euros/an). La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), créée en 2010 pour remplacer une partie de la taxe professionnelle. Sa suppression, réduit fortement les recettes fiscales locales. Une stratégie de baisse des impôts de production privant durablement les finances publiques d'une ressource majeure.
Depuis 2013 et jusqu'à sa suppression le 1er janvier 2019, le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) **a coûté environ 110 milliards d'euros à l'État**. La transformation du CICE en allègements de cotisations patronales a été intégrée aux allègements généraux (allégements Fillon). L'indexation sur le SMIC et ses hausses a ensuite fait croître l'enveloppe des exonérations: 40,3 milliards d'euros (2018) jusqu'à 80,2 milliards d'euros (2024). **Le gel de la taxe carbone (9 milliards d'euros)** contraint l'État à financer la transition par

d'autres leviers (subventions, chèques énergie, endettement). Les chèques énergie, renforcés chaque année, représentent plus d'1,5 milliard d'euros par an. Les subventions directes à la transition écologique atteignent plus de 15 milliards d'euros en 2023, tandis que l'endettement public finance une partie des 109 milliards d'euros d'investissements bas carbone. Encore un cadeau: ce choix budgétaire allège la facture énergétique des entreprises, mais au prix d'un transfert durable vers la dette et les dépenses publiques.

Stagnation de la TVA (9 milliards d'euros/an). Depuis 2018, les recettes de TVA ont progressé régulièrement, passant de 155 milliards d'euros à près de 209 milliards d'euros en 2025. Mais depuis 2023, elles stagnent et restent en deçà des prévisions budgétaires, avec un manque à gagner de 9 milliards d'euros par an. L'Inspection générale des finances pointe une consommation atone.

La France reste le pays des régimes dérogatoires. On en compte 465 selon le PLF 2026. Entre 2018 et 2025, **ils ont coûté 746,8 milliards d'euros à l'État**. Le crédit d'impôt recherche, l'emploi à domicile ou le Pacte Dutreil illustrent ce décalage : dispositifs coûteux, parfois détournés de leur finalité, et rarement évalués.

Les subventions aux entreprises sont devenues le premier poste de dépenses de l'État français. Malgré toutes les aides, la productivité s'effondre: fin 2025, **l'industrie ne représentait plus que 10,2% du PIB selon l'Insee**, tandis que les dividendes versés aux actionnaires ont triplé sur la période, en frôlant le record de 2 000 milliards d'euros. La grève ce doit être maintenant, en convergence avec la jeunesse, mettre à la poubelle le budget de Lecornu, augmenter les salaires et les pensions et impérativement en finir avec le capitalisme et son monde d'exploitation, de misère, de famine, de guerres et de génocides, transformer le mécontentement social en soulèvement anti-capitaliste afin d'abattre le capitalisme et construire une société socialiste débarrassée de l'exploitation capitaliste.

International ; Solidarité internationaliste

Espagne : grève générale le 11 novembre

Une grève générale a eu lieu le 11 novembre, elle a été marquée par une forte participation, cependant inégale suivant les régions et les secteurs d'activité. Nous publions sur Communistes Hebdo le point de vue du Parti Communiste des Travailleurs d'Espagne à ce sujet. :
https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/europe/4201-espagne-la-force-de-la-classe-ouvriere-reside-dans-larret-de-la-production-le-11-novembre-place-a-la-greve-generale-declaration-du-10-novembre-du-parti-communistes-des-travailleurs-despagne-pcte

Allemagne action dans la métallurgie et l'électronique

Les syndicats ont déclenché des grèves d'avertissement dans plusieurs grandes entreprises industrielles allemandes suite à l'impasse des négociations sur les nouvelles conventions collectives dans les secteurs de la métallurgie et de l'électronique. Le 2 novembre, le travail a été interrompu chez Audi, Mercedes-Benz et Tata Steel, entre autres, tandis que le syndicat IG Metall organisait plus de 200 actions de grève à travers le pays. Des actions syndicales sont prévues dans plus de 2 000 entreprises. Le mouvement de négociation collective représente environ 3,7 millions de travailleurs. IG Metall revendique une augmentation de salaire de 5 %, la protection des emplois et des sites de production, et le partage des bénéfices avec les employés des entreprises rentables. Les organisations patronales proposent quant à elles un versement unique équivalent à 1 % du salaire à l'été 2027 et une augmentation de salaire de 1,3 % seulement en juillet 2028. Les entreprises en difficulté financière pourraient être exemptées de ce versement unique. Le syndicat rejette cette proposition car, selon lui, elle entraînerait une perte de salaire réel continue. Le contexte est celui d'une crise prolongée de l'industrie allemande, notamment du secteur automobile et de ses vastes chaînes de sous-traitance. Les entreprises invoquent une faible demande, une concurrence internationale accrue et la hausse des coûts. Parallèlement, des restructurations, des réductions d'effectifs et des modifications de la répartition géographique de la production sont mises en œuvre. Pour les travailleurs, les négociations ne portent donc pas seulement sur l'augmentation des salaires, mais aussi sur les usines à maintenir et les conditions de travail futures. L'évolution de l'industrie allemande illustre clairement la contradiction entre la nature sociale de la production et le contrôle privé des investissements.

Pas un vol pour alimenter la machine de guerre du colonialisme en Palestine



Alertée par Urgence Palestine de livraison prochaine d'une cargaison à destination de la société Elbit Systems EW & SIGINT, spécialiste de materiel militaire électronique, l'UD-CGT 93 publie un communiqué[8] où elle rappelle son opposition à la livraison de matériél militaire à l'état colonial sioniste. Elle appelle ; « *les salariés du fret, de la piste, du chargement et de l'assistance intervenant autour du vol LY324 à la plus grande vigilance. Interpellation des directions, droit à l'information, liberté de conscience, recours aux droits d'alerte et, lorsque les conditions légales sont réunies, au droit de retrait : utilisons tous les moyens syndicaux et légaux pour que notre travail ne contribue pas à la commission de crimes internationaux.*
CETTE CARGAISON NE DOIT PAS DÉCOLLER ! PAS UNE CAISSE, PAS UNE PIÈCE, PAS UNE ARME POUR ALIMENTER LES MASSACRES ! ROISSY NE SERA PAS LA PISTE DE DÉCOLLAGE DU GÉNOCIDE.! Nous ne lâcherons rien pour l'arrêt du génocide à Gaza ! »

L'entreprise BMW veut garantir ses marges et entend licencier 8.000 salariés

Le constructeur allemand lance un plan de départ volontaire avec une « prime turbo » incitant les salariés à se décider rapidement!
Face aux baisses des ventes de ses anciens modèles, notamment en Chine, le nouveau président de l'entreprise entame un grand projet de restructuration et il voudrait supprimer 8.000 postes sur les 154.450 présents dans le monde.
Comme ses concurrents VolksWagen et Mercedes, l'entreprise propose des indemnités conséquentes pouvant s'élever à 650.000 euros pour des employés en fin de carrière et non impliqués dans la production. En prévision, l'entreprise cherche à tout prix à licencier afin d'économiser 1 milliard dans cette période de crise inédite. En effet, celle-ci est bien installée avec une perte de capitalisation de 230 milliards d'euros au total pour les constructeurs européens! L'entreprise Renault est l'entreprise la plus impactée par le recul des investissements mais aussi par la concurrence chinoise implantée désormais en Europe et un marché de l'électrique très coûteux. Il serait même question d'une sortie de Renault du marché du CAC 40.
Le contexte géopolitique actuel a été voulu par les dirigeants impérialistes et pèse lourdement sur le secteur automobile se retrouvant avec une baisse de leurs marges et un repli des investisseurs qui vendent leurs actions ou se tiennent à distance de ce marché. Cette crise et les pertes engendrées pour les entreprises se répercutent sur les salariés poussés vers la sortie avec une prime montrant les ressources financières accumulées de ces entreprises par l'exploitation de la force de travail de ses employés. Sans un projet de nationalisation, le peuple ne pourra qu'être contraint de subir la loi du capitalisme et de sa course au profit.

Grève à la SGDE (Société guyanaise des eaux)

Pendant plusieurs jours, les agents de la SGDE se sont mobilisés sur les sites de Montabo, Baduel et Saint-Laurent.
Le bras de fer se poursuit entre la direction de la Société guyanaise des eaux (SGDE) et les salariés grévistes. Malgré treize réunions de négociation organisées depuis le début du mouvement social, aucun accord n'a encore été trouvé entre les deux parties. Plaintes déposées par la direction de la SGDE, le juge des référés du tribunal judiciaire de Cayenne a rendu sa décision: la levée des blocages. Dans ce contexte tendu, la direction a sollicité l'ouverture d'une médiation auprès des services de l'État, afin de reprendre les discussions. Le représentant du personnel précise ne pas être opposé à cette médiation, tout en prévenant qu'aucune pression ni menace ne sauraient être acceptables dans le cadre des négociations.

5eme plénum du XX^{ème} comité central du Parti Communiste Chinois

Entre le lundi 26 et le jeudi 29 octobre 2026 s'est tenu à Beijing le 5eme plénum du XX^{ème} comité central du Parti Communiste Chinois. A un an du prochain congrès, 162 membres du comité central et 117 membres suppléants ont participé à ce plénum, ce qui fait un total de 279 membres. Ce chiffre représente une baisse de près de 100 membres présents par rapport à ce que comptait le comité central à sa création, c'est-à-dire 379 membres. Le plénum a aussi vu se réunir plusieurs autres personnages comme les membres de la Commission centrale de contrôle de la discipline, des expertes et des savants et des députés de l'échelon de base ayant participé au XX^{ème} Congrès du Parti.
Durant ce plénum, la politique d'anticorruption ayant déjà commencé a résulté dans un certain nombre de « purges » d'officiels du parti, elle allait continuer de s'accentuer dans le futur proche. Plusieurs considèrent que le but de Xi Jinping est de créer un soutien inconditionnel au sein du parti.
Un exemple concret se trouve dans le fait que le plénum a confirmé l'expulsion de 33 de ses membres.
Dans son communiqué officiel le parti insiste sur son but de renforcer *« l'appareil réglementaire et institutionnel »* pour assurer l'auto-gouvernance sur tous les plans, sur ce point, semble-t-il, se sont concentrées discussion et décisions durant le comité.

1 https://www.lapresse.ca/international/europe/2026-11-10/violences-policieres-en-france/les-plaintes-de-journalistes-se-multiplient.php
2 https://www.cgt-renault.com/actualites/c/1/i/98533739/renault-les-promesses-n-engagent-que-ceux-qui-y-croient?utm_source=chatgpt.com
3 https://www.change.org/p/refuser-l-absorption-de-l-ird-au-cnrs
4 https://riktpunkt.nu/2026/11/arbetslosa-soker-arbete-i-over-ett-ar-i-flera-lander-arbetskraftsreserven-vaxer/
5 https://www.visualcapitalist.com/cp/ranked-how-long-it-takes-to-find-a-job-in-42-countries/?utm_source=chatgpt.com
6 https://www.cgtenergie06.fr/actus/c/9/i/98616399/nucleaire-financement-des-epr2-par-le-livret-hold-sur-le-logement-social-la-fnme-cgt-denonce-un-scandale-100-milliards-d?utm_source=chatgpt.com
7 https://pactedupouvoirdevivre.fr/2026/11/04/cp-publication-du-barometre-du-pouvoir-de-vivre/
8 https://93.udcgt.fr/2026/11/10/pas-un-vol-pour-alimenter-la-machine-de-guerre/?utm_source=chatgpt.com

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.
Nous savons que nous pouvons compter sur vous.
Souscrivez et faites souscrire autour de vous
Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)
Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement